



Arrêt

n° 214 709 du 7 janvier 2019
dans l'affaire x

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juin 2018 par X, qui déclare être de nationalité turque, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 mai 2018.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 11 octobre 2018 convoquant les parties à l'audience du 27 novembre 2018.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me F. ORAIBI loco Me S. VAN ROSSEM, avocat, et Mme A. JOLY, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Vous seriez de nationalité turque, d'origine kurde et converti à la religion chrétienne. Vous seriez né le 1er avril 1981 à Agri.

A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.

Pendant l'hiver, vous auriez vécu à Istanbul et pendant l'été à Marmaris. Votre famille aurait vécu à Aydin.

Lorsque vous aviez 17 ou 18 ans, vous auriez assisté à quelques manifestations de protestation. Vous ne seriez sympathisant d'aucun parti.

Attiré par la religion chrétienne, vous auriez, un jour, assisté à une messe célébrée en turc et découvert que la religion chrétienne était plus sympathique et qu'il y avait plus de paix. En 1999, vous auriez commencé à fréquenter des églises.

En 1999, votre frère qui se trouverait en Norvège aurait parlé à votre famille du fait que vous fréquentiez les églises.

Le 29 avril 2000, vous auriez été baptisé à l'Eglise de l'Union à Istanbul.

Lorsque votre soeur s'est mariée en 2000, votre famille aurait découvert que vous aviez changé de religion sur l'acte d'état civil. Vous auriez reçu des appels téléphoniques des membres de votre famille – à savoir votre père, votre oncle et des cousins de votre père – qui vous disaient de ne pas dévier du bon chemin, et ce, à raison d'une ou deux fois par mois.

Fin 2000 ou début 2001, votre père et votre oncle vous auraient frappé violemment lors d'une visite à votre famille à Aydin. Les voisins vous auraient séparés et vous seriez retourné à Marmaris pour travailler.

Entre 2001 et 2003, vous auriez effectué votre service militaire. Vos supérieurs vous auraient frappé car vous étiez chrétien. Vous auriez également subi du harcèlement verbal.

Après votre service militaire, vous seriez resté plus ou moins un an à Istanbul. Vous n'auriez pas travaillé car vous auriez été perturbé psychologiquement.

En mai 2004, vous auriez été travailler à Marmaris chez des cousins et des cousines lointains pendant l'été.

Vous seriez retourné à Istanbul. Vous ne vous seriez pas senti en sécurité car vous aviez des craintes par rapport à votre famille.

En 2004, à Istanbul, le personnel de l'hôtel où vous travailliez vous aurait annoncé que vos parents se seraient présentés à l'hôtel en demandant après vous.

En 2004, vous vous seriez rendu en Hollande avec un visa pour introduire une demande d'asile. Un de vos amis vous aurait dit que vous deviez introduire votre demande endéans les 48 heures. Après un mois de séjour, sans demander l'asile, vous auriez été en Grèce. Vous seriez resté quelques jours avant d'être renvoyé en Turquie.

En 2005, puis en 2008, vous auriez fait une demande d'asile en Allemagne basée sur les mêmes faits. Vous auriez reçu une décision négative de la part de l'Allemagne.

En février 2010, vous auriez fait une demande d'asile au Luxembourg. Les autorités auraient pris vos empreintes digitales et auraient vu que vous aviez fait une demande d'asile en Allemagne auparavant. Vous auriez alors décidé de retourner par vos propres moyens en Allemagne. Dans un train reliant l'Autriche à l'Allemagne, vous auriez été arrêté par les policiers.

Vous auriez été emprisonné pendant un mois et rapatrié en Turquie en juillet ou août 2010. Vous auriez commencé à travailler dans un hôtel à Istanbul. Votre père vous aurait téléphoné en vous reprochant d'avoir déshonoré la famille. Vous lui auriez raccroché au nez. Vous auriez décidé d'aller porter plainte au commissariat de police d'Aksaray pour les coups reçus de la part de votre père et de votre oncle en 2000 ou 2001 et lors de votre service militaire. La police vous aurait dit que ces affaires dataient de plus de cinq ans et qu'elle ne pouvait rien faire. Vous pensez qu'elle ne vous aurait pas pris au sérieux car vous étiez chrétien.

Vers novembre 2010 – vous ne sauriez pas quand exactement – alors que vous rentriez chez vous vers 6h ou 7h du matin, vous auriez vu des voitures de police dans votre rue. Lorsque vous seriez rentré dans votre chambre, six ou sept personnes se seraient ruées sur vous et vous auraient frappé violemment. Vous ne sauriez pas qui c'était, mais vous déclarez qu'ils avaient des talkie-walkies et qu'il

y avait des voitures de police dans votre rue quand vous êtes rentré chez vous. Vous pensez donc que ce serait des policiers.

Deux semaines plus tard, toujours en novembre 2010, vous auriez quitté la Turquie en avion jusqu'en ex- Yougoslavie. Vous seriez ensuite passé par la France en décembre 2010. Après ce passage en France, vous seriez allé en Allemagne. Vous y seriez resté quelque mois de manière illégale.

Vous auriez ensuite rejoint la Belgique, où vous avez introduit une demande d'asile le 17 mai 2011, trois jours après votre entrée sur le territoire belge.

B. Motivation

Force est de constater qu'il ressort de l'analyse approfondie des divers éléments contenus dans votre dossier que vous n'êtes pas parvenu à établir de façon crédible qu'il existe, vous concernant, une crainte actuelle, personnelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Vous n'avez pas non plus pu démontrer l'existence d'un risque réel de subir des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

Notons tout d'abord que, selon vos dires, vous auriez commencé à fréquenter des églises alors que vous aviez 16 ou 17 ans. Vous auriez été baptisé en 2000 sans que vos parents soient au courant (cf. rapport d'audition, p.10). Ces derniers l'auraient découvert en 2000, lorsque votre soeur s'est mariée, car ça aurait été inscrit sur l'acte d'état civil (cf. rapport d'audition, p.10). Notons que vous vous contredisez ensuite sur l'origine de la divulgation de votre conversion en déclarant que votre frère, qui résiderait en Norvège, l'aurait dit à votre famille dès 1999 (cf. rapport d'audition, p.10), contradiction chronologique qui pèse également sur l'année de votre conversion.

Par ailleurs, alors que vous soutenez avoir été maltraité par des membres de votre famille entre 1999 et 2001 (cf. rapport d'audition, p.10, p.11), vous n'auriez toutefois pas porté plainte contre eux. Or, interrogé sur la possibilité de solliciter la protection de vos autorités, vous déclarez que vous ne « saviez pas », et confirmez n'avoir jamais rencontré de problèmes avec vos autorités (cf. rapport d'audition, p.11). Explication qui ne peuvent justifier l'absence de démarches de votre part à cette époque. Or, la protection internationale accordée par la Convention de Genève est subordonnée à la tentative d'obtention d'une protection de la part de vos autorités, protection qu'en l'espèce vous n'avez pas sollicitée.

En 2004, vous auriez appris par vos collègues de l'hôtel dans lequel vous travailliez que vos parents seraient venus demander après vous (cf. rapport d'audition, p.13). Notons qu'aux environs de juillet 2010, suite à un coup de fil de votre père qui vous disait que vous aviez déshonoré la famille, vous vous seriez rendu au commissariat de police de Aksaray pour porter plainte contre votre famille suite aux coups reçus en 2000 – soit 10 ans plus tard – mais également concernant les coups reçus durant votre service militaire – notons que le fait de porter plainte plus ou moins sept ans après les ennuis vécus lors de votre service militaire remet également sérieusement en cause la crédibilité de vos déclarations concernant le sérieux des problèmes rencontrés à l'époque où vous étiez conscrit (cf. rapport d'audition, p.11, p.12). Les policiers n'auraient pas acté votre plainte car les faits auraient été trop anciens. Il est pour le moins étonnant que vous décidiez de porter plainte une dizaine d'années après les faits, cet élément relativise sérieusement votre crainte à l'égard de votre famille. Vous déclarez également que vous craigniez que votre famille fasse quelque chose de plus grave. Toutefois, vous n'auriez pas été menacé directement par vos proches mais votre soeur vous aurait dit au téléphone de ne pas venir à la maison car les membres de la famille pourraient faire quelque chose de grave. Ses paroles vous auraient fait penser que votre famille aurait mis un plan en route (cf. rapport d'audition, p.13). Lorsque vous étiez à l'étranger, votre frère vous aurait également conseillé de ne pas vous rendre à la maison (cf. rapport d'audition, p.13). Il importe de souligner que votre crainte envers votre famille est mise à mal du fait d'avoir porté plainte une dizaine d'années après les faits. De plus, notons que vos déclarations ne reposent que sur vos seules allégations. Vous ne faites part d'aucun élément concret permettant de penser que vous étiez menacé par votre famille et que vous n'auriez pas pu solliciter la protection de vos autorités.

Vous déclarez également craindre les autorités de votre pays en raison de votre conversion. En effet, vous mentionnez le fait que les autorités vous auraient considéré comme suspect lorsque vous vous seriez rendu au commissariat pour porter plainte contre votre famille et qu'ils n'auraient pas voulu acter votre plainte (cf. rapport d'audition, p.14). Notons que comme dit supra, cette plainte portait sur des faits

remontant à une dizaine d'années, il n'est donc pas étonnant que les policiers n'aient pas voulu la prendre en compte. Vous déclarez également avoir été agressé aux alentours de novembre 2011, alors que vous rentriez chez vous. Les éléments vous faisant penser que ce serait les autorités qui vous auraient maltraité cette nuit-là sont le fait que vous auriez vu des voitures de police dans votre rue et que vous auriez entendu que les personnes qui vous frappaient avaient des talkie-walkie (cf. rapport d'audition, p.14, p.15). Notons que ces éléments sont peu convaincants et ne nous permettent pas d'attester que vous auriez subi de mauvais traitements de la part des autorités turques. Vous déclarez également avoir senti que vous étiez suivi depuis que vous vous étiez rendu au commissariat de police pour déposer plainte contre votre famille (cf. rapport d'audition, p.14). Vous vous montrez peu loquace à ce sujet, déclarant « je faisais attention quand je marchais dans la rue, mais je parvenais à les voir, des gens me surveillaient et me suivaient [...] sans être sûr je pensais que c'était des policiers » (cf. rapport d'audition, p.14). Il ressort donc de vos déclarations que les problèmes que vous auriez rencontrés avec les policiers ne reposent que sur de simples suppositions.

Vous mentionnez également des problèmes rencontrés en tant que chrétien en Turquie. Vous dites qu'on traiterait les chrétiens convertis de terroristes, qu'on les verrait avec un mauvais oeil, vous parlez également de traitements différents. Interrogé sur ces traitements différents, vous déclarez que lorsque vous seriez allé chercher votre carte d'identité, on aurait mis plus de temps pour la livrer, que vous sentiez une certaine antipathie et de la mauvaise humeur (cf. rapport d'audition, p.12, p.18). Notons que ces éléments semblent plutôt être un sentiment et appartiennent davantage à la catégorie des discriminations qu'à celle des persécutions. Or, comme le relève le guide UNHCR des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, « les personnes qui [...] jouissent d'un traitement moins favorable ne sont pas nécessairement victimes de persécutions. Ce n'est que dans des circonstances particulières que la discrimination équivaudra à des persécutions. Il en sera ainsi lorsque les mesures discriminatoires auront des conséquences gravement préjudiciables pour la personne affectée, par exemple de sérieuses restrictions du droit d'exercer un métier, de pratiquer sa religion ou d'avoir accès aux établissements d'enseignement normalement ouverts à tous » (§ 54), ce qui, dans votre cas, n'est pas le cas.

Ajoutons que, concernant la situation des convertis au christianisme en Turquie, il ressort de nos informations que la conversion de musulmans au Christianisme est autorisée en Turquie mais reste peu acceptée socialement. Si l'on relève que quelques musulmans qui voulaient se convertir au christianisme ont eu des problèmes avec leur proche famille et leurs voisins, aucun incident concret avec les autorités turques n'est en revanche mentionné (cf. COI FOCUS Turquie, Situation des convertis).

Vous mentionnez également votre famille en Europe. Votre frère Emrah serait en Angleterre depuis cinq ans et aurait rejoint son épouse. Votre frère Ercan serait en Norvège via le mariage également. Des cousins du côté de votre mère seraient en France, vous ne connaîtrez pas la raison de leur départ vers l'Europe (cf. rapport d'audition, p.5, p.7). Leur situation en Europe n'est pas liée à vos problèmes, elle n'est donc pas déterminante dans le traitement de votre demande d'asile.

Par conséquent, au vu de l'ensemble des éléments relevés ci-dessus, le statut de réfugié ne peut vous être accordé.

In fine, concernant la protection subsidiaire, dans la mesure où vous n'avez formulé aucun moyen pertinent et décisif pour vous voir reconnaître la qualité de réfugié, nous n'apercevons aucun élément susceptible d'établir, sur cette même base, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour en Turquie vous encourriez un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers. Quant à l'éventuelle application de l'article 48/4, §2, c de la loi du 15 décembre 1980, il ressort d'une analyse approfondie de la situation actuelle en matière de sécurité en Turquie (voir copies jointes au dossier administratif) que les questions de sécurité se posent essentiellement dans le Sud-Est du pays dans le cadre d'affrontements entre les autorités et le PKK et, ailleurs dans le pays, dans le cadre d'attentats ponctuels de type terroriste.

Les affrontements armés entre le PKK et les autorités turques se déroulent dans certaines régions rurales du Sud-Est de la Turquie. Bien que dans le cadre du conflit qui les oppose les autorités turques et le PKK se prennent mutuellement pour cible, des victimes civiles collatérales sont à déplorer, essentiellement dans les provinces de Mardin, Hakkari, Sirnak, Bitlis, Diyarbakir et Van. Sur la base des informations jointes à votre dossier administratif, il apparaît cependant que les victimes sont largement à compter au sein des camps belligérants et que le nombre de victimes civiles collatérales des

affrontements a nettement chuté à partir de mai 2016. On attribue cette diminution au déplacement des affrontements, qui sont qualifiés de « généralement basse intensité », des villes vers les zones rurales à partir du printemps 2016. Le nombre de victimes collatérales n'a cessé de diminuer de manière très importante entre le printemps 2016 et la date de mise à jour des informations jointes à votre dossier administratif. On note, par ailleurs, qu'en date du 1er mars 2018, seuls trois couvre-feux temporaires étaient encore en vigueur, uniquement dans la province de Bitlis. Enfin, il apparaît que les autorités turques mènent des opérations d'envergure en vue de la reconstruction des habitations détruites à la suite des affrontements, à Sur (quartier touché de la ville de Diyarbakir), et à Nusaybin, principalement, ainsi qu'à Yuksekova (province de Hakkari), Cizre, Silopi et Idil (province de Sirnak). Vu la nature dirigée des affrontements entre les autorités turques et le PKK, la baisse significative du nombre de victimes civiles collatérales, le nombre très limité géographiquement de couvre-feux, et le déplacement des affrontements vers les zones rurales, on ne peut pas conclure que, du seul fait de votre présence dans le Sud-Est de la Turquie, vous courriez un risque réel d'être exposé à une menace grave contre votre vie ou contre votre personne en raison d'une violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

En dehors des zones affectées par les combats entre les forces de sécurité turques et les groupes armés kurdes, la Turquie a connu, au cours de l'année 2017, deux attentats terroristes (à Istanbul, et Izmir) du fait de Daesh et du PKK qui visaient des cibles tant civiles que militaires, et qui ont fait 41 victimes civiles. Il ressort des éléments disponibles et joints au dossier administratif que mis à part ces attentats qui ont eu lieu le jour du nouvel an 2017 et le 5 janvier 2017, la Turquie n'a pas connu d'autres actes terroristes en dehors de la région du sud-est en 2017. Ces attentats sont donc limités en nombre et en victimes et se sont cantonnés aux villes d'Istanbul et d'Izmir. Il s'agit donc d'événements isolés et ponctuels qui ne peuvent permettre de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, du seul fait de votre présence en Turquie, vous courriez un risque réel d'être exposé à une menace grave contre votre vie ou contre votre personne en raison d'une violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

Aussi, l'ensemble des événements précités ne sont pas suffisants pour pouvoir conclure qu'il existe actuellement en Turquie, que ce soit dans le Sud-Est ou ailleurs dans le pays, de situation exceptionnelle où la mesure de la violence aveugle serait telle qu'il y aurait de sérieux motifs de croire que, du seul fait de votre présence vous courriez un risque réel d'être exposé à une menace grave contre votre vie ou votre personne, au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

Concernant les documents relatifs à votre conversion, votre baptême et votre visite dans des Eglises, notons que votre conversion n'est pas remise en cause dans la présente décision, ils ne modifient donc en rien les précédentes constatations. Enfin, la photo de votre cicatrice suite aux mauvais traitements que vous auriez subis en novembre 2010 ne prouve en aucun cas que cette cicatrice est due à des mauvais traitements en rapport avec votre religion. Elle ne modifie donc pas la présente décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante reproduit le résumé des faits tel qu'il figure au point A de la décision attaquée.

2.2.1 La requête invoque un moyen tiré de la violation « de tous les principes de bonne administration », en particulier la violation du principe de diligence au vu de la durée de la procédure et la violation du principe « de raison » estimant que la durée de la procédure est « totalement déraisonnable ».

2.2.2 Elle invoque ensuite un moyen tiré de la violation de « l'article 1^{er}, §A, al.2 de la Convention de Genève du 28/07/1951 en ce que le récit se rattache aux critères justifiant l'octroi de l'asile et/ou voile l'article 48/4 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 relatif à l'octroi d'une protection subsidiaire à cil prévue par le Convention de Genève ».

2.2.3 En ce qui concerne « *l'admission de statut de protection subsidiaire* », la requête invoque aussi la violation des « *articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, en ce que [la] motivation [de la décision contestée] est inadéquate, contradictoire et contient une erreur d'appréciation* ».

2.3 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision attaquée au regard des circonstances particulières de la cause.

2.4 En conclusion, elle demande au Conseil « *de réformer la décision du CGRA du 28.05.2018, de lui accorder le statut de réfugiés ou à moins le statut de protection subsidiaire. D'annuler la décision et de le renvoyer au CGRA pour examen supplémentaire* ».

2.5 Elle joint à sa requête, les pièces qu'elle inventorie de la manière suivante :

- « 1. *Décision contestée d.d. 28.05.2018*
- 2. *Pro deo*
- 3. *Situation Turquie* ».

3. Le nouvel élément

3.1 La partie défenderesse fait parvenir le 20 novembre 2018 par porteur une « *note complémentaire* » à laquelle elle joint un document de son centre de documentation, le Cedoca, intitulé : « *COI Focus, TURQUIE, Situation sécuritaire, 13 septembre 2018 (mise à jour)* » (v. dossier de la procédure, pièce n° 6 de l'inventaire).

3.2 Le dépôt du nouvel élément est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « *loi du 15 décembre 1980* »). Le Conseil en tient dès lors compte.

4. L'examen du recours

A l'appui de sa demande de protection internationale, le requérant dit craindre sa famille et les autorités turques en raison de sa conversion à la religion chrétienne.

A. Thèses des parties

4.1 Dans la décision attaquée, la partie défenderesse refuse au requérant le statut de réfugié ainsi que le statut de la protection subsidiaire. Elle juge que le requérant n'a pu établir de façon crédible qu'il existe en ce qui le concerne une crainte au sens de la Convention de Genève ni qu'il existe un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire.

Après avoir précisé que la conversion du requérant n'est pas remise en cause, elle a analysé les documents déposés et conclut qu'ils ne modifient pas son analyse.

4.2 Dans sa requête, la partie requérante conteste la motivation de la décision attaquée. Elle relève une violation des principes de diligence et du raisonnable au regard de la durée de la procédure d'asile du requérant.

Elle réaffirme ensuite la crainte exprimée par le requérant à l'encontre de sa famille et des autorités turques.

Elle souligne la détérioration de la situation en Turquie et la possibilité qu'elle se détériore encore plus.

Elle estime que « les autorités n'interviendraient pas en cas de menace » mais seulement en cas de concrétisation de celle-ci.

Elle reproche aussi à la partie défenderesse de ne pas avoir suffisamment motivé le refus du bénéfice de la protection subsidiaire au requérant.

B. Appréciation du Conseil

4.3.1 Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

4.3.2 S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1^{er}, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1^{er}, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), s'il revient, au premier chef, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a, à d, de la loi du 15 décembre 1980 (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

4.3.3 En l'occurrence, la partie défenderesse a pris la décision attaquée sur la base des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ».

L'article 48/4 de la même loi quant à lui énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9^{ter}, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Selon l'article 1^{er}, section A, paragraphe 2, premier alinéa, de la convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et telle que complétée par le protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, le demandeur d'asile doit craindre « *avec raison* » d'être persécuté. Il s'ensuit que le demandeur ne doit pas seulement éprouver une crainte, mais que celle-ci doit être évaluée en tenant compte de conditions objectives (C.E., 19 mai 1993, n° 43.027, R.A.C.E. 1993. v. aussi C.C.E., 14 septembre 2007, n° 1725 ; C.C.E., 14 décembre 2007, n° 5024 ; C.C.E., 10 septembre 2010, n° 47.964). L'autorité examine dans chaque cas sur la base des déclarations du demandeur d'asile et des circonstances de la cause, l'existence des persécutions visées par la Convention et le bien-fondé des craintes du demandeur d'asile.

4.3.4 Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties se noue essentiellement autour de la crédibilité des problèmes invoqués et du bien-fondé des craintes qui en découlent.

4.3.5 Le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs qui l'amènent à rejeter la demande de protection internationale du requérant. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

4.3.6 En espèce, le Conseil se rallie à la motivation de l'acte entrepris et estime que la partie défenderesse a pu légitimement considérer que la partie requérante ne peut être reconnue réfugiée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

4.3.7 Dans la requête, la partie requérante reproche à la partie défenderesse le délai déraisonnable du traitement de sa demande de protection internationale. A cet égard, le Conseil rappelle qu'il n'a pas de compétence pour redresser le tort qui aurait, le cas échéant, pu être causé au requérant par la durée éventuellement déraisonnable de la procédure. En tout état de cause, la circonstance que les autorités belges n'ont pas été capables de décider dans un délai raisonnable ne constitue pas, en soi, un motif de reconnaissance de la qualité de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire. La requête reproche également à la partie défenderesse d'avoir violé le « *principe de diligence* » en omettant d'examiner le dossier du requérant et en ne prenant pas en compte « *tous* » les éléments de celui-ci. Le Conseil relève cependant que la requête ne développe nullement ces reproches formulés de manière générale.

4.3.8 S'agissant des problèmes invoqués par le requérant découlant de sa conversion, ce dernier explique avoir quitté son pays d'origine pour aller aux Pays-Bas par crainte de sa famille. Or, le Conseil, à l'instar de la partie défenderesse, relève que les propos tenus par le requérant sont imprécis et manquent de consistance (v. dossier administratif, « *rapport d'audition du 13.06.2013* », pièce n° 17, pp. 11-13). En effet le requérant ne fait pas état de menaces concrètes ni d'informations précises susceptible de fonder une crainte au sens de la Convention de Genève. Le requérant fait état d'un « *sentiment qu'il y avait un plan mis en route par ma famille* » sur la base des propos de sa sœur.

Quant à la visite de ses parents à l'hôtel où le requérant travaillait à Istanbul fin 2004, à nouveau, le Conseil constate l'absence de consistance des déclarations du requérant.

Le requérant a également fait part des propos de son frère, séjournant en Norvège alors que lui-même était déjà à l'étranger, lui conseillant de ne pas « *aller à la maison* ». Le requérant ne donne cependant aucune précision sur le contenu et la signification de ces propos.

Le requérant affirme avoir porté plainte en juillet 2010 auprès de la police en raison des coups reçus lors de son service militaire entre 2001 et 2003 et par des membres de sa famille en 2000. Le Conseil estime cependant, tout comme la partie défenderesse, que les propos du requérant, dénués d'éléments précis concernant cette démarche et outre qu'ils mettent en évidence une démarche tardive, sont très peu consistants et nullement corroborés par des éléments probants.

Concernant la crainte envers les autorités turques, le Conseil peut se rallier à la motivation de la décision attaquée selon laquelle le requérant n'apporte aucun élément permettant d'établir que le refus de la police d'acter sa plainte ait un lien avec sa conversion au christianisme plutôt qu'avec l'ancienneté des faits avancés. Le requérant déclare aussi avoir été agressé en novembre 2011 par les autorités, cependant ses affirmations ne sont que des suppositions dépourvues de tout élément de preuve permettant de les considérer comme établies à suffisance (v. dossier administratif, « *rapport d'audition du 13.06.2013* », pièce n° 17, pp. 14-15).

Le requérant invoque aussi la situation générale des convertis en Turquie en soulignant qu'ils font l'objet de mauvais traitements, qu'ils sont assimilés à des terroristes, qu'ils sont mal vus (v. dossier administratif, « *rapport d'audition du 13.06.2013* », pièce n° 17, pp. 12 et 18). A cet égard, le Conseil rappelle que la simple invocation de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque d'être soumis à de telles violations. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement une crainte de persécution ou un risque réel d'être soumis à des atteintes graves. En l'espèce, les déclarations du requérant ne permettent pas de croire que tel serait le cas dès lors qu'elles sont formulées en termes généraux.

4.3.9 La partie requérante n'apporte dans sa requête aucune explication satisfaisante sur les motifs pertinents de la décision attaquée.

4.3.10 Ainsi, la partie requérante se limite, pour l'essentiel, à rappeler de manière particulièrement succincte certains éléments du récit du requérant – rappels qui n'apportent aucun éclairage neuf en la matière compte tenu de l'ensemble des déclarations réellement faites -, et à critiquer l'appréciation portée par la partie défenderesse sur ses déclarations, critiques théoriques ou générales sans réelle portée sur les motifs et constats de la décision. Le Conseil ne peut se satisfaire d'une telle argumentation, qui ne fournit en définitive, aucun élément d'appréciation nouveau, objectif et consistant pour pallier les insuffisances qui caractérisent son récit.

4.3.11 Le Conseil fait sienne l'analyse des documents par la partie défenderesse.

4.3.12 Il découle de ce qui précède que le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays d'origine ou qu'il en reste éloigné par crainte d'être persécuté au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

4.4.1 En ce qui concerne la protection subsidiaire, d'une part, le Conseil constate que la partie requérante ne fonde pas sa demande de protection subsidiaire sur des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Dès lors, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande du statut de réfugié, que ces faits ou motifs manquent de crédibilité ou de fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements ou motifs, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

4.4.2 La décision attaquée considère que la situation prévalant actuellement dans le pays d'origine de la partie requérante ne permet pas de conclure à l'existence d'une situation de violence aveugle en cas de conflit armé au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

Dans sa requête, la partie requérante reproche à la partie défenderesse d'avoir motivé de manière insuffisante et inadéquate la décision invoquée. Elle ajoute que la même motivation ne peut être utilisée pour refuser au requérant le statut de réfugié et le statut de protection subsidiaire. La partie requérante joint à sa requête des informations sur la situation en Turquie datant du mois de janvier 2018.

S'agissant de l'argumentation selon laquelle « *on ne peut pas utiliser donc la même motivation pour refuser le requérant le statut de réfugié et ainsi le statut subsidiaire* », il ressort des termes mêmes de la décision attaquée – « B. Motivation », 1er paragraphe, et « C. Conclusion », que la partie défenderesse a procédé à un examen conjoint des faits allégués par la partie requérante à la base de sa demande de protection internationale, simultanément sous l'angle des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où il ressort du dossier administratif que la partie requérante n'a développé aucun argument spécifique sous l'angle de l'article 48/4 précité, il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'en avoir conclu qu'elle fondait sa demande sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié et que son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confondait avec celle qu'elle développe au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, le Conseil observe que la partie requérante n'invoque, en termes de requête, au regard de l'article 48/4 précité, aucun argument relatif à des éléments autres que ceux présentés à l'appui de sa demande d'asile, en sorte que le Conseil a également procédé à l'examen du présent recours conjointement sous l'angle des deux volets que comporte une demande d'asile. En effet, le Conseil rappelle qu'en vertu de l'effet dévolutif du recours et en sa qualité de juge de plein contentieux, il a été saisi de l'ensemble des faits de la cause et a la compétence pour examiner la demande d'asile sans être tenu par les motifs retenus par le Commissaire général et sans que sa saisine ne soit limitée par les termes du recours porté devant lui (voir l'ordonnance du Conseil d'Etat n° 4316 du 17 avril 2009).

Il revient dès lors au Conseil de déterminer, sur la base des informations soumises par les parties, et dans le respect des principes et enseignements rappelés *supra*, si la situation qui règne actuellement en Turquie, relève d'une situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, soit une situation de violence qui atteint un niveau si élevé qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil renvoyé dans cette région courrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de subir des menaces graves contre sa vie ou sa personne.

En l'espèce, s'il résulte des informations générales transmises par la partie défenderesse (postérieures à celles de la partie requérante) que des violations des droits de l'homme sont perpétrées par les autorités turques et que la situation sécuritaire prévalant en Turquie reste préoccupante, en particulier dans le Sud-Est du pays, le Conseil estime toutefois sur la base de ces informations dont le « *COI Focus, Turquie, Situation sécuritaire* » du 13 septembre 2018 qui évoque la persistance « *de combats de « basse intensité* » », que le degré de violence n'atteint pas un niveau si élevé en Turquie qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil renvoyé dans cette région y courrait, du seul fait de sa présence, un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

4.4.3 Il n'y a par conséquent pas lieu de faire droit à la demande de la partie requérante de bénéficier de la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi précitée.

4.5 Au vu de ce qui précède, il apparaît que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides n'a pas fait une évaluation incorrecte du dossier dont elle a été saisie. Il s'ensuit que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi précitée du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans leur pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

4.6 Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande d'annulation de la décision attaquée formulée dans la requête.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept janvier deux mille dix-neuf par :

M. G. de GUCHTENEERE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers
Mme M. BOURLART,	greffier.
Le greffier,	Le président,

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE